



Union Européenne



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe
agissent ensemble pour votre territoire*

NOTICE D'INFORMATION

à l'attention des bénéficiaires potentiels de la mesure 4.3.A du
**FEADER : investissements en faveur des infrastructures liées à
l'irrigation agricole**
programme de développement rural Aquitaine (PDRA) 2014-2020

Appel à projets 2019

Volet : « modernisation de réseaux d'irrigation »

Cette notice présente les principaux points de la réglementation.

Lisez-la avant de remplir la demande.

Si vous souhaitez davantage de précisions, contactez la direction départementale des territoires (et de la mer) du département du siège de votre association, exploitation, organisme, collectivité ou société

Version diffusée le 31 mars 2020

SOMMAIRE DE LA NOTICE :

- 1 Présentation synthétique du dispositif
- 2 Indications pour vous aider à remplir les rubriques du formulaire
- 3 Rappel de vos engagements
- 4 La suite qui sera donnée à votre demande
- 5 En cas de contrôles

LE FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

Le formulaire de demande d'aide constitue à lui seul votre demande de subvention. Vous déposerez ce formulaire, accompagné des pièces demandées, auprès de la DDT ou DDTM du département du siège de votre association, organisme, exploitation, société ou de la collectivité ainsi qu'un scan du formulaire transmis par mail (eliane.brignard-pradel@nouvelle-aquitaine.fr) pour information.

Le dépôt de dossier dématérialisé de demande d'aide est rendu possible (dossier complet scanné et formulaire signé)
La date d'envoi du courriel sera retenue comme date de début d'éligibilité des dépenses (sous réserve du contenu minimum requis par les règles liées au dispositif).

Le dossier original devra être transmis au service instructeur dans les 3 mois suivant la fin du confinement.

N'hésitez pas à demander à votre DDT(M) les renseignements nécessaires pour vous permettre de remplir le formulaire qui correspond à votre projet.

Ce formulaire concerne uniquement les projets liés à la modernisation de réseaux collectifs d'irrigation. **Un autre formulaire concerne la création et l'agrandissement des retenues d'irrigation, création, réhabilitation, extension de réseaux d'irrigation.**

1- Présentation synthétique du dispositif

1.1 Qui peut demander une subvention ?

Il s'agit de réseaux collectifs d'irrigation :

- Les structures collectives, dont les associations syndicales de propriétaires (ASA, ASL...) au profit

d'exploitations agricoles dont les parcelles sont inscrites au sein des périmètres de ces établissements,

- Les collectivités territoriales et leurs groupements.

Les bénéficiaires des projets collectifs doivent être en règle de la redevance Agence de l'eau et avoir leurs statuts et la compétence pour mener les travaux.

1.2 Quelles sont les zones géographiques concernées ?

Les départements de l'ex-Région Aquitaine, à savoir : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques. On tient compte de la localisation du projet et non du siège d'exploitation. En revanche, si un projet situé en dehors de l'ex-Région Aquitaine a un impact sur celle-ci (exemple d'un réseau dont le prélèvement est en ex-Limousin qui alimente des parcelles situées en ex-Aquitaine) Dans ce cas les Régions concernées se coordonneront en association avec les DDT(M).

1.3 Quelles projets sont éligibles ?

- Modernisation des réseaux collectifs d'irrigation dans un objectif d'économie d'eau et/ou d'augmentation des surfaces irriguées.

Les investissements matériels comme Enregistreurs et modules de télétransmission, Compteurs de bornes (communicants ou non) ;

Ne sont pas éligibles :

- les matériels d'occasion,
- le remplacement à l'identique de matériels existants,
- l'auto construction.

1.4 Modalités de calcul de la subvention

La subvention est calculée sur la base d'un montant subventionnable HT sur laquelle est appliqué un taux d'aide.

- Réhabilitation, modernisation de réseaux dans un objectif d'économie d'eau : **taux d'aide publique 40%**
- **Voir p 7 de l'Appel à projet**

Les taux indiqués tiennent compte des co-financements européens.

1.5 Quelle articulation avec les autres dispositifs ?

Les aides publiques accordées au titre de ce dispositif ne sont pas cumulables avec une autre aide publique. Le bénéficiaire s'engage à informer la DDT(M) de toute autre demande d'aide publique formulée et/ou attribuée sur son projet.

Les investissements éligibles au titre de ce dispositif ne sont pas éligibles à d'autres mesures du PDRA.

1.6 Quels sont les critères de sélection ?

Les critères de sélection sont mentionnés dans l'appel à projets, les projets présentant de notables économies d'eau se verront attribuer le maximum de points.

Une note sera attribuée à chaque dossier selon les critères mentionnés dans l'appel à projets sur la base des informations transmises par le bénéficiaire dans sa demande d'aide. Les formulaires de demande d'aide détaillent les informations utiles et, le cas échéant, les pièces justificatives nécessaires à la notation du dossier selon chacun des critères. Un classement des dossiers sera effectué selon la note obtenue.

En cas d'ex aequo, si l'enveloppe disponible ne permet pas de retenir les projets ayant obtenu la même note, seront sélectionnés les projets qui ont obtenu la meilleure note sur le principe « favoriser les projets visant la réduction de la pression sur les masses d'eau ». Si la note obtenue pour ce principe est identique, seront étudiées les notes obtenues pour le principe « Favoriser les économies d'eau », puis sur le principe « favoriser les projets collectifs » jusqu'à parvenir à distinguer les projets concernés. **Les projets ayant obtenu une note inférieure à 15 seront directement écartés de la sélection.**

2- Indications pour vous aider à remplir les rubriques du formulaire

Rubrique 1 : Identification du demandeur

Identification du demandeur

Tous les entrepreneurs individuels ou les personnes morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, employeurs de personnel salarié, soumis à des obligations fiscales ou bien bénéficiaires de transferts financiers publics disposent d'un n° SIRET. Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET, vous pouvez le retrouver sur le site internet gratuit « manageo.fr » rubrique « informations entreprises ».

Coordonnées du demandeur

Il est important de pouvoir communiquer facilement avec vous (par exemple dans le cas de pièce manquante dans votre dossier) et par tous les moyens que vous jugez utiles (mobile, fixe, courriel).

Rubrique 2 : Description de l'opération

2.1 Présentation générale du projet : Localisation de l'activité et calendrier prévisionnel des dépenses

Vous indiquerez la localisation du projet (commune + lieu-dit) ainsi que les dates que vous prévoyez pour le début et la fin de la réalisation de l'opération pour laquelle vous demandez une aide. Vous annexerez à votre formulaire une carte de localisation.

Catégorie(s) d'investissements concernée(s) par le projet

Vous devez identifier dans quelle catégorie entre votre projet. Les critères d'éligibilité sont différents selon que votre projet se situe sur une masse d'eau en équilibre quantitatif (Z.E.) ou sur une masse d'eau en déséquilibre quantitatif (H.Z.E.). La carte et le tableau annexés à l'appel à projets précisent la localisation et la situation des masses d'eau superficielles par rapport à l'équilibre quantitatif. Si vous n'avez pas le nom ou le code de votre masse d'eau, vous pouvez obtenir cette information sur le site SIEAG de l'agence de l'eau Adour Garonne. Un accès est possible par commune. <http://adour-garonne.eaufrance.fr/>. Concernant les masses d'eau souterraines, l'état quantitatif est précisé également sur le site SIEAG. L'accès à la commune vous donne l'ensemble des masses d'eau (superficielles et souterraines) présentes sur la commune.

Description détaillée de l'opération

La présentation générale du projet permettra de vérifier si la catégorie identifiée est correcte. Les objectifs et résultats escomptés seront expliqués et détaillés. Votre projet doit être conforme à la réglementation nationale. Vous préciserez donc les références de l'autorisation (date arrêté préfectoral ou récépissé) si un dossier loi sur l'eau était requis. Idem pour les éventuelles autorisations de dérogation à la destruction des espèces protégées et défrichement. L'ensemble de ces autorisations doit être joint au dossier de demande d'aide.

A partir du moment où votre projet se situe sur le périmètre de l'ex Région Aquitaine, il est dans le périmètre du SDAGE Adour Garonne (à mentionner).

Afin de savoir si votre projet se situe dans le périmètre d'un Schéma Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE), vous pouvez consulter le site GESTEAU <http://www.gesteau.eaufrance.fr/>.

Si votre projet se situe dans le périmètre d'un Organisme Unique de Gestion Collective de l'irrigation (O.U.G.C.), vous le préciserez. Sachant que l'O.U.G.C. assure la gestion et la répartition des volumes destinés à l'irrigation, son avis est requis. Toutefois, si votre projet fait l'objet d'une procédure loi sur l'eau (déclaration ou autorisation), l'avis de l'O.U.G.C. sera demandé par la DDT(M) en charge de l'instruction de votre dossier. En l'absence de procédure loi sur l'eau, il vous appartient de solliciter l'avis de l'O.U.G.C. sur votre projet.

Quelles que soient les catégories de projet, celui-ci devra être doté d'un système de mesure de consommation d'eau fonctionnel. Si l'ouvrage n'en comporte pas déjà un, il doit être inclus dans l'investissement. Il s'agit d'une exigence réglementaire.

Vous détaillerez les mesures et dispositions envisagées afin d'assurer le pilotage et la gestion raisonnée des quantités d'eau apportées aux parcelles. Au minimum par culture et îlot homogène, la méthode du bilan hydrique devra être utilisée (les tableaux seront conservés durant 5 années à compter de la mise en service des investissements). Un réseau pertinent de tensiomètre devra également être utilisé.

2.2 Présentation spécifique par catégorie de projet :

Vous complétez uniquement la partie relative à votre catégorie de projet.

Projet catégorie Ic : Modernisation de réseaux collectifs sans augmentation des surfaces irriguées ni des prélèvements :

En zone d'équilibre (Z.E.), il devra ressortir d'une évaluation réalisée *ex ante* que l'investissement est susceptible de permettre des économies d'eau au minimum de 10%. Les estimations prévisionnelles devront être « raisonnables et réalistes ». Les changements de pratiques culturales ou l'implantation de cultures moins exigeantes en eau sur le bassin versant concerné pourront être pris en compte. Afin d'évaluer ces économies, on se basera sur une moyenne de prélèvements de 5 années en excluant les années quinquennales sèches et humides. Vous indiquerez donc le volume consommé annuellement (moyenne sur les 5 années antérieures) et l'estimation du volume consommé après investissement. Ces 2 données vous permettront d'évaluer les économies potentielles.

Hors zone d'équilibre (H.Z.E.), il devra être démontré que l'investissement a permis au moins une économie réelle de 50% de l'économie potentielle. Le demandeur s'engage à fournir la moyenne annuelle des prélèvements sur 5 années à compter de la mise en service des aménagements afin que les économies effectives soient vérifiées. Les années exceptionnelles seront écartées afin de réaliser la comparaison.

Rubrique 3 : Plan de financement de l'opération

Les dépenses prévisionnelles

Vous indiquerez ici l'ensemble de vos dépenses prévisionnelles HT dans le tableau du formulaire. Dans le cas où vous n'êtes pas soumis aux règles de la commande publique, les dépenses prévisionnelles s'établissent sur la base de 2 devis pour les dépenses comprises entre 2 000 € et 90 000 € et 3 devis pour les dépenses supérieures à 90 000 €.

Les devis doivent contenir les informations suivantes :

- la date d'émission du document,
- le n° du document,
- les nom et prénom ou la raison sociale de la personne physique ou morale qui produit le document ainsi que son adresse (un identifiant prouvant l'existence légale est vivement recommandé : exemple un N° SIRET),
- les nom et prénom ou la raison sociale de la personne physique ou morale qui est destinataire du document ainsi que son adresse,
- la nature de la dépense et la quantité (avec l'unité utilisée),

- le montant des rabais, remises et ristournes.

Sous réserve de justification, le porteur de projet peut choisir de retenir le devis présentant le montant le plus élevé. Toutefois si le devis choisi par le porteur de projet est supérieur ou égal à 15% du devis le moins élevé, l'aide sera calculée sur le coût du devis le moins cher auquel sera ajouté 15%.

Des pièces justificatives complémentaires pourront vous être demandées à la rubrique 6 du formulaire « Liste des pièces à joindre au dossier ».

Le tableau figurant en annexe 2 du formulaire devra être complété dans le cas de prestations externes.

Les ressources prévisionnelles

Vous indiquerez ici l'ensemble des contributeurs financiers à la réalisation de votre projet. Vous pourrez remplir cette partie avec l'aide de la DDT(M).

Respect de la commande publique :

Le demandeur est soumis aux obligations en termes de commande publique selon les dispositions de la directive 2004/18/CE.

(ps : certaines associations loi 1901 de droit privé peuvent sous certaines conditions être qualifiées d' ORDP (Organisme Reconnu de Droit Public) et être dans ce cas soumise au respect de la commande publique).

Attention : dans le cas où le territoire candidat a eu recours à un prestataire externe et qu'il est lui-même pouvoir adjudicateur, une attestation de l'engagement du demandeur à respecter les obligations en matière de respect de la commande publique sera joint à ce présent formulaire.

3- Rappel de vos engagements

3.1 Obligations en matière de publicité

C'est une obligation du bénéficiaire. Il s'engage, en accord avec le Règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 du 17/07/2014 article 13, à informer le public du soutien du FEADER pendant la durée de l'opération ainsi que la durée de l'engagement qui est de 5 ans.

Le bénéficiaire potentiel informe donc le public du soutien octroyé par le FEADER en :

- Apposant en un lieu aisément visible par le public une plaque de format A3 minimum pour les opérations dont le soutien d'aides publiques (dont le FEADER) est supérieur à 10 000 € (modèle à demander auprès du guichet unique),
- Précisant sur un site internet cofinancé le soutien apporté à l'opération,
- Insérant sur les publications (brochures, dépliants, lettres d'information,...) la participation de l'UE via les logos.

3.2 Les engagements du bénéficiaire

Pour être éligible, une dépense doit avoir fait l'objet d'une demande de subvention avant le début d'exécution du projet.

Pendant la durée d'engagement, soit 5 ans, vous devez notamment :

- Présenter une situation régulière avant-projet à l'égard de la réglementation relative à l'eau et aux milieux aquatiques et aux espèces et habitats protégés (Code de l'environnement).

Pendant une durée de 5 ans à compter du dernier paiement FEADER relatif à votre projet, vous vous engagez également à :

- Conserver les déclarations de redevance agence de l'eau ou les factures de consommation d'eau,

- A maintenir en bon état de fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficiés des aides.
- Vous soumettre à l'ensemble des contrôles (contrôles administratifs et sur place) prévus par la réglementation.
- Informer la Région en cas de modification du projet, du plan de financement, ou de l'un des engagements auquel vous avez souscrit en signant le formulaire de demande.

Vous complèterez la rubrique 5 du formulaire « Obligations générales – Engagements du demandeur » en n'oubliant pas de cocher les engagements qui y sont inscrits.

4- La suite qui sera donnée à votre demande

ATTENTION

Le dépôt d'une demande d'aide ne vaut, en aucun cas, engagement de la part des financeurs de l'attribution d'une subvention.

Vous n'êtes pas autorisé à démarrer vos travaux (bon de commande, devis accepté et signé, versement d'acompte, paiement de factures) avant d'avoir obtenu l'accusé réception du dossier vous y autorisant transmis par la DDT/DDTM, guichet unique.

L'engagement de l'aide est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année.

Le montant de la subvention qui peut être accordé est prévisionnel, le montant définitif de l'aide devant être calculé en fonction des investissements effectivement réalisés plafonnés au montant maximum.

4.1 Demande

La procédure pour prétendre bénéficier de la subvention est de déposer le **formulaire original de demande de subvention au titre du présent dispositif** auprès de votre DDT/DDTM, accompagné des pièces à joindre.

Le dépôt de dossier dématérialisé de demande d'aide est rendu possible (dossier complet scanné et formulaire signé)

La date d'envoi du courriel sera retenue comme date de début d'éligibilité des dépenses (sous réserve du contenu minimum requis par les règles liées au dispositif).

Le dossier original devra être transmis au service instructeur dans les 3 mois suivant la fin du confinement.

4.2 Instruction

La DDT/DDTM vous enverra après instruction :

- soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet,
- soit un courrier vous indiquant que votre demande est rejetée (incomplet ou inéligible).

Après analyse de votre demande par les différents financeurs, si une aide a été attribuée à votre projet, vous recevrez une (ou plusieurs) décision(s) juridique(s) attributive(s) de subvention.

4.3 Versement de la subvention

Il vous faudra fournir à **la DDT(M) et aux financeurs qui paient en dissocié, dans les délais impartis, vos justificatifs de dépenses et remplir un formulaire de demande de paiement. Les factures produites devront correspondre au mieux aux devis fournis pour le calcul des dépenses prévisionnelles. Le versement de l'aide pourra se faire en 2 fois : un acompte (allant de 30% à 50%) de la subvention au cours de la réalisation de votre projet et le solde. L'aide peut également être versée en une seule fois à la fin des travaux, au choix du porteur de projet. A partir du moment où une demande de paiement est déposée, la DDT(M) peut réaliser des visites sur place.**

Votre demande de paiement devra parvenir au plus tard au 30/06/2023 à la DDT(M).

Toute évolution statutaire et juridique doit faire l'objet d'une information écrite préalable auprès de la DDT(M) de votre département.

En cas d'**évolution de la forme juridique du demandeur**, l'aide initiale est transférée à la nouvelle forme juridique sans procéder à un nouveau calcul de cette aide et sous réserve de la continuité du respect des engagements.

NB : Lors du dépôt de la demande de paiement, si le montant de l'aide présenté par le bénéficiaire est supérieur de **10%** au montant des dépenses éligibles de l'engagement juridique calculé par la DDT(M), une pénalité égale à la différence de ces deux montants est retranchée du montant de l'aide payable. Veillez à ne présenter lors de la demande de paiement que des dépenses éligibles prévues à l'engagement juridique.

4.4 Que deviennent les informations que vous avez transmises ?

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont la DDT(M) et les autres financeurs (les Départements, le Ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la Forêt, FranceAgriMer, la Région). Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à la DDT(M).

5- En cas de contrôle

Modalité des contrôles : tous les dossiers ne font pas l'objet d'un contrôle. A partir du moment où il a été sélectionné, un dossier fait l'objet d'un contrôle sur place (après information du bénéficiaire 48h à l'avance, le cas échéant).

Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis, dont les attestations sur l'honneur, et sur vos engagements.

Le contrôleur doit vérifier l'exactitude des éléments indiqués dans le formulaire de demande d'aide et vérifier que vous avez respecté les engagements souscrits.

En cas d'anomalie constatée, le guichet unique vous en informe et vous donne la possibilité de présenter vos observations.

ATTENTION

Le refus de contrôle, la non-conformité de votre demande ou le non-respect de vos engagements peuvent entraîner des sanctions jusqu'au remboursement de l'intégralité de l'aide.

5.1 Pièces qui peuvent être demandées lors d'un contrôle

Les factures, les relevés de compte bancaire, la comptabilité pour l'ensemble des dépenses.

5.2 Points de contrôle

Le contrôle sur place permet de vérifier :

- la réalité de la dépense que vous avez effectuée à partir de pièces justificatives probantes,
- la conformité de ces dépenses aux dispositions communautaires, au cahier des charges et aux travaux réellement exécutés,
- la cohérence de la dépense avec la demande initiale,
- le respect des règles européennes et nationales relatives aux appels d'offre publics et aux normes pertinentes applicables,
- Les économies d'eau effectives 5 années après la mise en service opérationnelle des investissements.

5.3 Sanctions en cas d'anomalies

En cas d'anomalie constatée, suite à un contrôle administratif ou sur place, une réduction de l'aide apportée pourra être pratiquée.

S'il est établi que vous avez délibérément effectué une fausse déclaration, le reversement intégral de l'aide vous sera demandé.